

# **Lettre de la LCR au PCF : Ensemble, répondons aux espoirs du 29 mai !**

mercredi 24 janvier 2007, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 9 mars 2006).

Camarades et Amis,

La vie de votre parti est à la veille d'un moment important, la tenue de votre congrès. La question des mobilisations contre le gouvernement et le patronat, ainsi que la question de l'alternative, sont au centre de vos préoccupations, que nous partageons.

## **Résistance !**

Il ne se passe pas une semaine sans que le gouvernement ou le patronat n'annonce de nouvelles attaques contre les salariés. Cette politique se traduit par un chômage de nouveau officiellement en hausse, le développement de la précarité et la baisse du coût du travail avec le CNE et le CPE, les attaques contre les chômeurs... En même temps, le gouvernement laisse libre cours aux plans patronaux de licenciements et de fermetures d'entreprises pour accroître les marges capitalistes. L'accès à la santé est toujours plus difficile avec la mise en œuvre du plan Douste-Blazy, les privatisations et le démantèlement des services publics se multiplient (EDF, Aéroport de Paris, Banque postale, SNCF, RTM, ...). La fusion SUEZ/GDF accélère le rythme des privatisations des services publics, démontrant l'inanité des engagements gouvernementaux. Une nouvelle fois, l'ouverture du capital n'est que le premier pas vers la privatisation globale de l'entreprise. Le droit au logement est bafoué et le pouvoir d'achat de millions de salariés régresse. Les révoltes des jeunes des quartiers populaires, en novembre dernier, ont une nouvelle fois mis en lumière les discriminations et la précarité dont est victime cette jeunesse, et particulièrement celle issue de l'immigration. Les réponses pénales et antisociales du gouvernement, avec l'aggravation de sa politique sécuritaire et anti-immigrés, comme sa volonté de démanteler le système scolaire (apprentissage à 14 ans), ne font qu'accroître les inégalités et préparent de nouvelles explosions.

La question qui se pose à tous ceux qui entendent œuvrer à la défense des intérêts du monde du travail, au progrès social et démocratique, à l'émancipation politique et sociale, est de savoir comment permettre aux luttes sociales et politiques de ces derniers mois de déboucher sur une victoire concrète des salariés, des chômeurs, des jeunes et des femmes, des travailleurs immigrés, des classes populaires. Les grandes manifestations du 10 mars et du 4 octobre 2005, celles du 7 février et du 7 mars 2006, combinées à la victoire du Non au référendum du 29 mai, indiquent les potentialités nouvelles, attestent d'un renouveau social et politique. L'un des éléments marquants de ce renouveau, qui indiscutablement y contribue, renvoie aux relations entre votre parti et le nôtre. Nous nous retrouvons de plus en plus souvent au coude-à-coude dans les luttes, et la campagne unitaire contre le TCE a été un moment fort de ce renouveau démocratique. Cela nous donne, à vous et à nous, d'importantes et nouvelles responsabilités vis-à-vis du mouvement populaire. Une nouvelle page s'est ouverte dans les relations entre nos courants politiques. Discuter de nos actions et interventions communes nécessite la clarté politique, et donc essayer de définir nos points de convergence ainsi que nos divergences et désaccords. C'est le propos de cette lettre.

Face à la droite et au patronat, la LCR met tout en œuvre pour une offensive unitaire, sans exclusive. Il faut, sans attendre les échéances électorales, construire un front de lutte, une

mobilisation d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à un rouleau compresseur qui détruit des droits acquis par des décennies de combat du mouvement ouvrier, qui orchestre la satisfaction des exigences patronales. La LCR est ainsi signataire de la pétition unitaire contre le CPE et partie prenante de la « structure de liaison » pour organiser, à gauche, la riposte commune à la droite. Ses militant-e-s participent à la construction de collectifs unitaires contre le CPE et le projet de loi Sarkozy sur l'immigration.

### **L'alternative anticapitaliste pas l'alternance sociale-libérale**

Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de la droite, chasser le gouvernement, aujourd'hui par les mobilisations, ou, en 2007, au profit d'une alternative antilibérale conséquente, donc anticapitaliste, et pas d'une nouvelle alternance sociale-libérale.

Pour la LCR, les exigences portées depuis des années dans les mouvements de grève et la campagne du NON de gauche tracent les voies d'une claire rupture avec les politiques libérales et les orientations sociales-libérales du PS, réaffirmées lors de son congrès et dans ses récentes propositions de nouvelles baisses des « charges » des patrons pour favoriser l'emploi des jeunes !

Depuis plusieurs mois, nous avons agi pour l'unité dans l'action et engagé le débat et les rencontres pour une telle perspective qu'attendent, notamment, les militants investis dans la campagne et les collectifs du 29 mai. La LCR mène activement le débat sur cette question avec tous les militants et courants présents dans les collectifs du 29 mai, et avec le Parti communiste, notamment au sein des groupes de travail sur le programme d'une alternative, qui sont en train de se mettre en place entre nos deux organisations. De notre point de vue, des obstacles se présentent malheureusement dans cette voie unitaire. Et ceci, en particulier, avec votre souhait de rassembler la gauche du « oui » et celle du « non » sur un programme antilibéral, alors même que le PS vient de réaliser sa synthèse sous la houlette d'une direction acquise au social-libéralisme. La lutte pour un rassemblement antilibéral et anticapitaliste est incompatible avec la recherche d'accords gouvernementaux ou parlementaires sur une telle orientation. Il y a vraiment « deux gauches », « deux orientations inconciliables », l'une de soumission aux intérêts capitalistes, l'autre de résistance. Cette dernière implique de mener une politique correspondant aux besoins sociaux sans craindre de s'affronter aux intérêts patronaux. Cela impliquerait, pour un gouvernement, des choix radicaux en matière économique et institutionnelle qui permettraient la mobilisation des travailleurs pour imposer leurs choix car, nous le savons tous, les résistances réactionnaires seront fortes et déterminées. Votre participation à la réunion du 8 février de toute la gauche vient le confirmer. Cette réunion n'avait pas pour objectif principal l'union des forces de gauche face à la droite qui, nous vous le répétons, ne nous pose aucun problème. Mais bien d'amorcer comme l'exprimait clairement François Hollande, la mise en route d'une nouvelle mouture de l'Union de la gauche à vocation gouvernementale. Certes, vous voulez faire pression sur le Parti socialiste pour qu'il rompe avec le social-libéralisme. Aujourd'hui, la direction du PS, dans la continuité de la politique qui a été menée par le gouvernement Jospin entre 1997 et 2002, assume sa conversion au capitalisme libéral qu'il entend, bien démagogiquement, « tempérer ». Sa principale prétendante à l'élection présidentielle vante la politique de Tony Blair comme modèle pour les socialistes français. Comment pouvez-vous à la fois préparer l'alternance avec la direction du PS et œuvrer aux regroupements des antilibéraux conséquents ? C'est inconciliable. Un choix est à opérer.

Beaucoup regardent vers les forces politiques, syndicales, altermondialistes, mobilisées dans l'unité (en particulier dans les collectifs du 29 mai) pour le combat antilibéral et anticapitaliste lors de la campagne contre le traité constitutionnel européen, et souhaitent que nous puissions être tous unis, y compris lors des élections à venir. Cet espoir est légitime et nous le partageons.

Ce n'est pas pour nous une question de personne. Que le PCF pense que la candidature de M-G

Buffet « soit un atout » est légitime, tout comme la LCR est fondée à penser qu'elle peut avoir aussi une bonne candidature. C'est une question de contenu. Nous devons construire un rassemblement unitaire sur la base d'une alternative au libéralisme, d'un programme anticapitaliste reprenant des mesures d'urgence sociales et démocratiques, d'un refus de toute alliance gouvernementale ou parlementaire avec les sociaux-libéraux, d'une perspective de transformation radicale de la société sur la base de mobilisations populaires.

Personne ne peut se résigner à la situation présente. Beaucoup dépend de votre congrès pour surmonter les obstacles, en choisissant la voie de la rupture avec le social-libéralisme, en particulier celle de la direction du PS, et en oeuvrant avec nous à l'unité des forces antilibérales et anticapitalistes, y compris par des candidatures unitaires en 2007.

Nous continuerons à œuvrer pour lever les obstacles à la présentation de telles candidatures aux échéances de 2007, associant largement les courants et les militants partie prenante de la victoire du 29 mai, notamment ceux du PCF et de la LCR, et au-delà des milliers de militants qui combattent, jour après jour, les méfaits du capitalisme.

Nous aurons la possibilité de confronter et d'éclairer nos divergences à travers les discussions qui ont lieu entre nos directions, les groupes de travail que nous avons décidé de mettre en place, mais aussi par les discussions et confrontations nées de l'action commune entre nos militants. Il y a là, déjà, un progrès considérable dont nous nous félicitons.

Au-delà, le choix de l'unité se ferait au bénéfice de cette alternative dont la jeunesse et les travailleurs ont besoin, et qui s'est déjà tant fait attendre !

Tous ensemble !

Le 9 mars 2006, Ligue Communiste Révolutionnaire